

Association ENVIE FRANCHE-COMTE

43 rue Villedieu
BP 56

25701 VALENTIGNEY CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice clos le 31/12/2024

PROCOMPTA SAS
Commissaire aux comptes
6 rue de Franche-Comté
25480 ECOLE-VALENTIN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

A l'Assemblée Générale
de l'association ENVIE FRANCHE-COMTE

43 Rue Villedieu
BP 56
25700 VALENTIGNEY Cedex

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale de l'association ENVIE FRANCHE-COMTE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ENVIE FRANCHE-COMTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments, que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note "Faits caractéristiques - Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable" de l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Votre association perçoit des concours publics pour le personnel en insertion. Nos travaux ont consisté à examiner les données et hypothèses utilisées pour les concours publics comptabilisés sur l'exercice, à vérifier les calculs effectués et à contrôler le correct rattachement à l'exercice des sommes reçues ou à percevoir.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Besançon, le 12 juin 2025



Le Commissaire aux comptes
PROCOMPTA SAS
représentée par Pierre-Alain BARTHELEMY



Bilan ANC N° 2018-06

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	3 621	2 840	781	1 415
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom	2 770	592	2 177	2 731
Immobilisations corporelles				
Terrains	55 542	1 932	53 610	53 610
Constructions	1 075 232	743 387	331 845	369 178
Installations techniques, matériel et outillage	36 479	22 989	13 490	16 643
Autres immobilisations corporelles	241 898	145 127	96 771	115 799
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	43 464		43 464	43 464
TIAP & autres titres immobilisés	2 273		2 273	2 273
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 591		10 591	10 591
Total I	1 471 869	916 866	555 003	615 705
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.	17 116		17 116	11 794
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	90 564	17 585	72 980	100 862
Marchandises	2 276		2 276	1 570
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	573 769	232 859	340 910	354 644
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	290 998		290 998	266 851
Divers				
Valeurs mobilières de placement	316		316	316
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	76 400		76 400	76 626
Charges constatées d'avance	6 370		6 370	6 702
Total II	1 057 809	250 444	807 365	819 366
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 529 678	1 167 310	1 362 368	1 435 070



Bilan ANC N° 2018-06

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	14 004	14 004
Première situation nette établie	6 381	6 381
Fonds statutaires	7 622	7 622
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise	80 000	
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise	80 000	
Ecart de réévaluation		
Réserves	610	610
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	610	610
Autres réserves		
Report à nouveau	229 816	250 855
Excédent ou déficit de l'exercice	-455 325	-21 038
Situation nette (sous-total)	-130 895	244 430
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	218 648	246 504
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	87 753	490 934
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	9 577	8 666
Provisions pour charges		
Total III	9 577	8 666
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	33 298	47 228
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	33 298	47 228
Emprunts et dettes financières diverses	45 703	53 157
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	836 293	612 079
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	181 353	191 348
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	168 390	30 098
Produits constatés d'avance		1 560
Total IV	1 265 038	935 470
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 362 368	1 435 070



Compte de Résultat ANC N°2018-06

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	836 802	868 303
Ventes de biens	20 878	7 637
Ventes de prestations services	815 923	860 666
Produits de tiers financeurs	484 464	612 650
Concours publics et subventions d'exploitation	484 464	586 143
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public		26 507
Contributions financières		
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	231 984	207 312
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	-17 259	26 891
Total I	1 535 991	1 715 156
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	11 006	4 362
Variations de stock	-707	-1 570
Autres achats et charges externes	744 978	686 033
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	54 104	62 993
Salaires et traitements	877 043	849 928
Charges sociales	167 832	160 842
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	221 151	97 338
Dotations aux provisions	9 577	8 666
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	6 168	7 228
Total II	2 091 153	1 875 820
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-555 162	-160 664
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	46 000	40 011
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	28	15
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges	600	
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
Total III	46 628	40 027
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	874	923
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV	874	923
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	45 754	39 103
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-509 408	-121 561
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	40 536	119 398
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charges	29 404	27 091
Total V	69 940	146 489

Compte de Résultat ANC N°2018-06



	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	15 258	45 967
Sur opérations en capital	600	
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI	15 858	45 967
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	54 082	100 523
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 652 559	1 901 672
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	2 107 884	1 922 710
EXCEDENT OU DEFICIT	-455 325	-21 038
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole		
TOTAL		



COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ENVIE FRANCHE COMTE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1 362 368 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un déficit de 455 325 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/05/2025 par le Conseil d'Administration de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association ENVIE FC a pour but de favoriser l'insertion sociale et professionnelle de personnes en difficultés pour la mise en oeuvre d'une unité de remise en état d'appareils électroménagers usagés et de revente de ces appareils d'occasion sous garantie.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1) - Règlement ANC 2018-06

Le nouveau règlement comptable ANC 2018-06 est appliqué pour la 1ère fois sur l'exercice ouvert au 1er janvier 2020.

2) - Fiscalité :

La structure a réalisé des activités lucratives pour lesquelles les encaissements ont dépassé en 2018 le seuil de la franchise des impôts commerciaux.

Les activités non lucratives demeurent significativement prépondérantes.

Les conséquences sont les suivantes :

- TVA : imposition à la TVA sur le principe de taxation des produits issus des activités lucratives, et calcul d'un coefficient de déduction applicable aux dépenses mixtes.

Sur la période de référence du 1/01/2024 au 31/12/2024, les coefficients s'établissent :

* coefficient d'assujettissement = 97.21 %

* coefficient de taxation = 26.42 %

* coefficient d'admission, selon la réglementation en vigueur pour chaque type de dépenses

- IMPOT SUR LES SOCIETES : l'association ENVIE FC dépose une liasse fiscale pour l'ensemble de ses activités.

Règles et méthodes comptables



3) - Stocks :

Méthode d'évaluation :

Evaluation des stocks consommés :

- Matières premières
- Matières consommables et pièces détachées.

Ces stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré - premier sorti.

Le coût d'achat est composé du prix d'achat et des frais d'approche.

Evaluation des stocks fabriqués

a- articles électroménagers :

- Les produits finis sont évalués au prix de vente moyen annuel (ou prix de vente au 31 décembre si celui-ci est inférieur).
- Le réseau Envie préconise d'appliquer un coefficient pondérateur afin de neutraliser les bénéfices futurs.
- Le coefficient est de 80 % pour l'Electroménager d'Occasion (EMO) et 90 % pour les Occasions Premier Choix (OPC).

Le réseau Envie préconise de constituer une provision sur le stock EMO en tenant compte de son ancienneté, soit :

- Provision de 15 % si elle est comprise entre 3 et 6 mois ;
- Provision de 30 % au-delà.

La structure a maintenu par ailleurs sa provision de 10 % sur le stock d'épave OPC, provision qui n'est pas répertoriée dans les préconisations du réseau Envie. Par ailleurs, le stock d'OPC présentant une antériorité supérieure à 36 mois est déprécié à 100% au 31 décembre 2024.

b- matériel médical :

Depuis 2019, suite au démarrage de l'activité "perte d'autonomie", un stock de matériel médical a été constitué, il consiste en la remise en état d'articles faisant l'objet d'une collecte à titre gratuite.

La valorisation de ce stock a été calculée selon la méthode utilisée par d'autres antennes nationales, soit une pondération de 40% à 60% du prix de vente estimé selon l'état de vétusté du matériel.

4) - La provision pour indemnité de fin de carrière n'a pas été comptabilisée. Une estimation selon le principe de la méthode rétrospective des unités de crédit projetées définie par la norme comptable IAS n° 19 révisée et par la norme FAS 87, conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC, aboutirait à un engagement de 18 851 € au 31 décembre 2024.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Départ à l'initiative du salarié ;

Age de départ : 62 ans ;

Taux de turn-over moyen ;

Revalorisation annuelle : 2 %

Taux d'actualisation : 3.35 %

Table de mortalité : INSEE 2024 ;



Règles et méthodes comptables

Taux moyen de charges sociales :

- non cadres: 40 %
- cadres: 45 %

5) - La structure n'a pas eu recours au bénévolat pour la gestion de ses activités, en dehors des membres de son Conseil d'Administration et ne dispose pas de contributions volontaires en nature.

Charges à payer : le montant des charges à payer, parmi lesquelles peuvent figurer certaines charges considérées du point de vue de l'Administration Fiscale comme des "provisions" à condition de figurer sur un état spécial annexé à la déclaration de résultat. Cette récapitulation vaut état de fait.

Provisions pour risques et charges : conformément au règlement CRC 2000-06 appliqué à partir du 1er janvier 2002, des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

A) - Activité ENVIE FC

L'année 2024 est marquée par une diminution du chiffre d'affaires de 32 K€ (soit -3.63%), et par une augmentation importante des charges :

- Autres achats et charges externes : +59 K€ dont 32 K€ de refacturation des services supports
- Charges de personnel : +34 K€
- Dotations sur créances douteuses internes à l'Ensemblier : 111 K€
- Diminution des subventions : 102 K€ notamment de la SCIC ENVIE Autonomie
- Variation de stocks : -45 K€ par rapport à 2023

Fin 2023 nous avons constaté une baisse rapide des ventes qui s'est poursuivie en 2024 et qui a même amené notre Fédération Nationale à nous réunir par deux fois avant l'été pour nous alerter sur une situation devenue très difficile pour l'ensemble des vendeurs d'électroménagers de produits rénovés. Nous avons essayé sur la première partie d'année d'augmenter nos ventes tout en travaillant sur notre productivité et la maîtrise des coûts.

La qualité des épaves, qui s'est fortement dégradée, a nécessité que nous achetions plus de pièces afin de permettre de maintenir un niveau de production suffisant. Cependant les coûts de production ont augmenté. Nous avons dû travailler ardemment afin de diminuer la part de pièces fournies et revenir à un coût de production maîtrisé, ce que nous avons atteint lors du deuxième trimestre.

Les ventes se sont stabilisées, avant de réduire à nouveau à la fin de l'été après que nous avons pu retravailler une seconde version de notre prévisionnel.

Ces éléments conduisent à résultat d'exploitation négatif de 555 K€

Envie a perçu dividende de 46 K€ d'ENVIE 2E, et a bénéficié d'un abandon de créance d'INEO pour un montant de 41 K€.

Le résultat net s'élève donc à -455 K€

Cette fluctuation des ventes n'était pas supportable pour notre activité ce qui a amené en deuxième partie d'année d'envisager très sérieusement l'arrêt de l'activité. Celle-ci a été décidée au mois de novembre avec une date effective qui devait se mettre en œuvre début d'année 2025. Nous avons poursuivi nos travaux, nos tentatives de dynamisation de la thématique commerciale, pour autant il a fallu se rendre à l'évidence que le modèle économique était bien trop fragile et il a fallu renoncer si nous voulions cesser de cumuler des pertes devenues extrêmement importantes.

La question de l'immobilier s'est posée rapidement avec une décision prise en septembre de vendre notre bâtiment pour éventuellement y rester et finalement le quitter du fait de l'arrêt de l'activité. Cette vente du bâtiment doit nous servir à arrêter l'activité de façon amiable et ainsi restructurer financièrement la dette et permettre le remboursement des créances cumulées au sein principalement des structures de l'Ensemblier.

A la date d'arrêté des comptes 2024, les états financiers sont établis sur une base de continuité d'exploitation.

B) - Association DéFI :

La dette au 31/12/2024 s'élève à hauteur de 238 K€, des factures non parvenues sont également comptabilisées pour 114 K€.

C) - SARL INéo :

La dette à l'encontre de la SARL INéo s'élève à 310 K€, des factures non parvenues sont également comptabilisées à hauteur de 69 K€. Etant donné les difficultés de trésorerie auxquelles doit faire face l'association ENVIE FC, au 31/12/2022, les gérants de la SARL INéo ont décidé d'accorder un abandon de créance à hauteur de 50 K€ afin de permettre à la structure d'équilibrer ses comptes. Cette convention est assortie de conditions de retour à meilleure fortune, à savoir la constatation d'un bénéfice net avant impôt et des fonds propres atteignant un montant de 100 000 €, permettant ainsi de rembourser une somme égale à 20% des bénéfices comptables générés jusqu'à épuisement de la somme totale.



Faits caractéristiques

Au 31/12/2023, un second abandon de créance a été décidé par INéO pour un montant de 110 K€ destiné à couvrir les loyers Autonomie sur la période 2020 à 2022. Il est assorti des mêmes conditions de remboursement.

Au 31/12/2024, les conditions de remboursement ne sont pas remplies, et un nouvel abandon de créance a été décidé par INéO pour un montant de 40 536 K€ destiné à couvrir les loyers Autonomie sur l'année 2024. Il est assorti des mêmes conditions de remboursement.

D) - SARL ENVIE 2E :

La dette à l'encontre de la SARL ENVIE 2E s'élève à 5 K€, des factures non parvenues sont également comptabilisées à hauteur de 13 K€.

En date du 20/08/2024, la SARL ENVIE 2E a décidé d'accorder à l'association ENVIE FC un apport avec droit de reprise de 80 K€;

Au 31/12/2022, étant donné les difficultés de trésorerie auxquelles doit faire face l'association ENVIE FC, les gérant de la SARL ENVIE 2E ont décidé d'accorder un abandon de créance à hauteur de 25 K€ afin de permettre à la structure d'équilibrer ses comptes. Cette convention est assortie de conditions de retour à meilleure fortune, à savoir la constatation d'un bénéfice net avant impôt et des fonds propres atteignant un montant de 100 000 €, permettant ainsi de rembourser une somme égale à 20% des bénéfices comptables générés jusqu'à épuisement de la somme totale.

Au 31/12/2024, les conditions de remboursement ne sont pas remplies.

La SARL ENVIE 2E a également décidé d'accorder à l'association ENVIE FC un emprunt sur une durée de 7 ans et d'un montant de 55 K€ afin de définir les modalités de remboursement de l'avance de trésorerie qu'elle lui avait accordée. Au 31/12/2024 le capital restant dû s'élève à 25 703 €.

Autres éléments significatifs

SARL Définitions :

Etant donné les difficultés rencontrées par la structure depuis plusieurs exercices, les créances inscrites en comptes avaient été provisionnées à 100% au 31/12/2023 dans les comptes de l'association ENVIE FC, à savoir :

- créance sur des factures établies au titre de 2021 pour 4 338 €
- créance sur des factures établies au titre de 2022 pour 3 929 €
- créance sur une facture à établir au titre de 2023 pour 114.32 €
- une avance en trésorerie de 450 €

La société a été dissoute en 01/2025, les dettes ont été soldées en 2024 et les provisions reprises en totalité.

Evènements postérieurs à la clôture

L'association a décidé d'arrêter son activité en début d'année 2025 entraînant ainsi le licenciement des salariés qui n'ont pu être reclassés.

Le bâtiment est en cours de cession à la SARL INEO.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	6 390			6 390
Immobilisations corporelles	1 403 584	7 318	1 752	1 409 150
Immobilisations financières	56 929		600	56 329
Total	1 466 903	7 318	2 352	1 471 869
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles	2 244	1 188		3 432
Immobilisations corporelles	848 354	66 832	1 752	913 434
Immobilisations financières	600		600	
Total	851 198	68 020	2 352	916 866
ACTIF NET				555 003



Notes sur le bilan

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	6 390			6 390
Immobilisations incorporelles	6 390			6 390
- Terrains	55 542			55 542
- Constructions sur sol propre	1 033 165		1 752	1 031 413
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	43 819			43 819
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	36 479			36 479
- Installations générales, agencements aménagements divers	178 112	5 720		183 832
- Matériel de transport	18 490			18 490
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	37 977	1 598		39 575
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 403 584	7 318	1 752	1 409 150
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations et créances rattachées	44 064		600	43 464
- Autres titres immobilisés	2 273			2 273
- Prêts et autres immobilisations financières	10 591			10 591
Immobilisations financières	56 929		600	56 329
ACTIF IMMOBILISE	1 466 903	7 318	2 352	1 471 869



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		7 318		7 318
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		7 318		7 318
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			600	600
Scissions				
Mises hors service		1 752		1 752
Diminutions de l'exercice		1 752	600	2 352

Les nouveaux locaux sont amortis selon la méthode des composants en mode linéaire :

Gros oeuvre :35 ans
 Toiture :35 ans
 Chauffage - Sanitaire - Electricité :20 ans
 Menuiserie extérieure :20 ans
 Menuiserie intérieure - Plâtrerie - Carrelage : 20 ans
 Plafonds - Sols - Peinture :15 ans
 Aménagement Extérieur :20 ans
 Aire de lavage - Quai :15 ans
 Enseigne - Sécurité :15 ans



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 881 728 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	10 591		10 591
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	573 769	573 769	
Autres	290 998	290 998	
Charges constatées d'avance	6 370	6 370	
Total	881 728	871 136	10 591
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS - FACTURES À ÉTABLIR	197 709
FOURNISSEURS - RRR AVOIRS À OBTENIR	212 575
DIVERS - PRODUITS À RECEVOIR	1 600
Total	411 884

Des subventions d'exploitation et concours publics à recevoir sont comptabilisées au 31/12/2024 pour 39 381 €.



Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	600		600	
Stocks	10 127	17 585	10 127	17 585
Créances et Valeurs mobilières	106 144	135 547	8 831	232 859
Total	116 871	153 131	19 558	250 444
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		153 131	18 958	
Financières			600	
Exceptionnelles				

Fonds propres



Notes sur le bilan

Tableau de variation des fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré	6 381			6 381
Fonds statutaires	7 622			7 622
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
Total fonds sans droit reprise	14 004			14 004
Apports avec droit de reprise		80 000		80 000
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise		80 000		80 000
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	610			610
Report à Nouveau	250 855	-21 038		229 816
Résultat de l'exercice	-21 038	-455 325	-21 038	-455 325
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement	246 504	1 548	29 404	218 648
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs				
Total fonds associatifs	490 934	-394 815	8 366	87 753



Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients	8 666	9 577	8 666		9 577
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	8 666	9 577	8 666		9 577
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		9 577	8 666		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan



Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 265 038 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	33 298	14 133	19 166	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	45 703	14 499	28 451	2 753
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	836 293	836 293		
Dettes fiscales et sociales	181 353	181 353		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	168 390	168 390		
Produits constatés d'avance				
Total	1 265 038	1 214 668	47 617	2 753
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	20 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	41 384			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	224 177
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	76 704
PERSONNEL - AUTRES CHARGES À PAYER	1 385
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	24 659
CHARGES SOCIALES - CHARGES À PAYER	523
ETAT - AUTRES CHARGES À PAYER	8 676
CLIENTS - RRR AVOIRS À ÉTABLIR	163 705
Total	499 829

Notes sur le bilan



Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	6 370		
Total	6 370		



Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		329 744	59 410			389 154
Subventions d'exploitation			55 310		40 000	95 310
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement	13 463		12 445		3 496	29 404
						513 869

A compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2024, certains financements sont comptabilisés en concours publics et non en subventions.

En effet, les contributions financières d'une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire sont à considérer comme étant des concours publics.

Ainsi, les aides à l'emploi accordées aux structures de l'Insertion par l'Activité Economique sont strictement encadrées par des textes légaux selon des modalités et des conditions précises.

Les concours publics sont présentés au compte de résultat avec les subventions d'exploitation dans la rubrique « Produits de tiers financeurs ».